

A/C.3/39/WG.1/CRP.4
18 septembre 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-neuvième session
TROISIEME COMMISSION
Groupe de travail I
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles

Document de travail soumis par l'Espagne, la Finlande, la Grèce,
l'Italie, la Norvège, le Portugal et la Suède concernant les
définitions des "travailleurs migrants" contenues dans la
proposition révisée relative aux articles 2 et 4 de la partie I
et à la partie IV, présentée dans le document A/C.3/38/WG.1/CRP.5
du 26 septembre 1983

I. MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL

1. Lorsqu'il a été créé en vertu de la résolution 34/172 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1979, le Groupe de travail a été chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Il n'entrait pas dans l'intention de l'Assemblée générale d'exclure a priori une catégorie de travailleurs exerçant une activité économique dans un pays autre que le leur.

2. En proposant une définition générale, les auteurs se sont efforcés de se conformer à cette conception globale, en tenant compte du plus grand nombre d'aspects possible des migrations.

II. OBJECTIF ET ROLE DES DEFINITIONS

3. La définition des personnes à qui s'applique la Convention n'a pas pour but, en tant que telle, de créer des droits pour les intéressés. Ces droits sont en effet accordés par les dispositions de fond de la Convention aux diverses catégories de personnes ainsi définies. Ces catégories peuvent différer et par leurs caractéristiques et par la protection qu'il faut leur assurer; de ce fait, toutes les dispositions de la Convention ne leur sont pas également applicables,

d'où la nécessité d'introduire des distinctions (par exemple, entre les travailleurs en situation régulière et ceux qui sont en situation irrégulière ou d'autres catégories mentionnées dans la partie IV).

4. Par ailleurs, si l'on retient des définitions trop étroites, certains groupes risquent d'être complètement exclus de l'application de la Convention et d'être privés des droits qui y sont prévus.

5. Enfin, les définitions devraient tenir compte de la complexité du phénomène de la migration et du fait que sa nature évolue avec le temps. De nouvelles catégories de travailleurs migrants ne cessent d'apparaître. Il se peut que les problèmes que peuvent entraîner ces modifications touchent même davantage les personnes concernées que ceux que posent des formes plus traditionnelles de migration.

6. L'un des objectifs fondamentaux de la Convention est de renforcer les droits de l'homme des travailleurs migrants et de leurs familles de façon à empêcher toute discrimination découlant de leur situation particulière. Les instruments relatifs aux droits de l'homme établis jusqu'ici par les Nations Unies se caractérisent par leur généralité et leur caractère universel. Les auteurs ont le sentiment qu'on romprait avec cette tradition si un instrument destiné à protéger les droits de l'homme des travailleurs migrants excluait certaines catégories du bénéfice de ces droits.

7. Les instruments en vigueur relatifs aux migrations (c'est-à-dire la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant, les Conventions No 97 et 143 de l'OIT) ne s'appliquant pas à toutes les catégories de travailleurs migrants concernées, la Convention de l'Organisation des Nations Unies a précisément pour but de combler cette lacune.

8. On a discuté par exemple du bien-fondé d'inclure dans la définition du "travailleur migrant" les personnes exerçant une activité économique pour leur propre compte. Cette catégorie de travailleurs est expressément exclue des instruments internationaux en vigueur, en particulier de la Convention No 143 de l'OIT (article 11).

9. Etant donné que la Convention que l'Organisation des Nations Unies se propose d'élaborer vise à garantir les droits fondamentaux de l'homme à tous les travailleurs migrants, l'exclusion des travailleurs migrants travaillant à leur compte ne se justifierait nullement. Une personne n'appartiendrait à cette catégorie que tout autant que la législation nationale de l'Etat d'emploi le lui permet et aux conditions prévues par la loi.

10. Il est donc évident que le texte proposé par les auteurs vise à étendre à ces travailleurs migrants la protection nécessaire qu'accorde la Convention. Ces travailleurs, qui sont autorisés à demeurer dans le pays d'emploi, peuvent être amenés à travailler à leur compte, souvent parce que c'est le seul moyen d'éviter le chômage ou parfois pour améliorer leur situation économique.

11. Le fait qu'un petit nombre des travailleurs migrants "établis à leur compte" aient réussi à améliorer leur situation économique ne devrait pas empêcher la Convention de s'appliquer à la grande majorité des travailleurs dont la situation est différente (par exemple, colporteurs, artisans, petits commerçants, etc.).

12. Les exclure du bénéfice des droits prévus dans la Convention exclurait en outre la protection qu'elle offre aux membres de leurs familles et plus particulièrement à leurs enfants.

III. STRUCTURE DE LA PROPOSITION PRESENTÉE PAR LES AUTEURS

13. Les articles premier, 5 et 6, tels qu'ils ont été déjà adoptés provisoirement, définissent le champ d'application de la Convention, son applicabilité non discriminatoire à tous les travailleurs migrants en ce qui concerne les Etats intéressés et les différents stades du processus de migration où peuvent se trouver le travailleur migrant et sa famille.

14. Les auteurs se sont efforcés, dans leur proposition, de tenir compte des distinctions à faire dans le cadre de la définition générale du travailleur migrant. Ces distinctions dérivent de la structure même de la Convention qui a été provisoirement approuvée jusqu'ici. Il convient donc de lire l'un en relation avec l'autre les articles 2 et 4 de la proposition.

15. Il apparaîtra alors qu'il faut établir une distinction entre les travailleurs migrants et les membres de leurs familles en situation régulière et ceux qui sont en situation irrégulière.

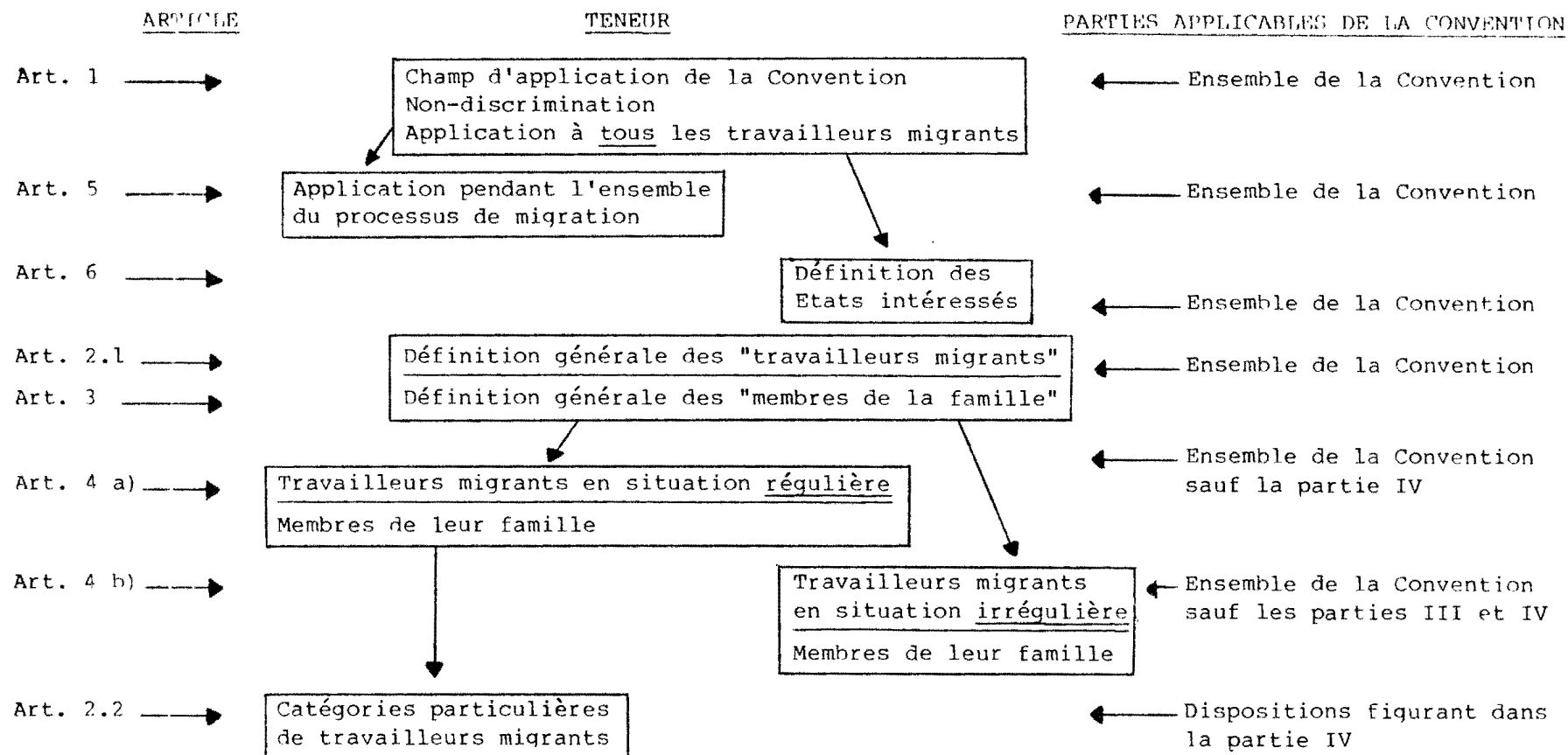
16. L'ensemble de la Convention, hormis les parties III et IV, s'appliqueront aux travailleurs migrants en situation irrégulière. La Convention dans son ensemble s'applique aux travailleurs migrants en situation régulière.

17. On peut néanmoins distinguer parmi les travailleurs migrants en situation régulière d'autres catégories auxquelles ne s'appliquent pas toutes les dispositions de la Convention. La partie IV a pour objet d'indiquer les dispositions applicables à chacune de ces catégories.

18. Le schéma joint en annexe indique sous une forme simplifiée ce qu'impliquent les définitions ainsi que leur justification.

Annexe I

STRUCTURE DE LA PROPOSITION CONCERNANT LE CHAMP D'APPLICATION ET LES DEFINITIONS EU EGARD AUX PARTIES APPLICABLES DE LA CONVENTION



Annexe II

CONTENU DE LA CONVENTION

Préambule

Partie I Champ d'application et définitions (art. premier à 6)

Partie II Droits de l'homme fondamentaux de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles (art. 7 à 34 bis)

Partie III Droits supplémentaires des travailleurs migrants et des membres de leurs familles en [situation régulière] [situation légale] (art. 35 à 56)

Partie IV Dispositions applicables à des catégories particulières de travailleurs migrants et aux membres de leurs familles (art. IV.1 à IV.5 dans les propositions révisées présentées par l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, la Norvège, le Portugal et la Suède (A/C.3/38/WG.1/CRP.5 du 26 septembre 1983)

Partie V Promotion de conditions saines, équitables et dignes en ce qui concerne la migration internationale légale des travailleurs et de leurs familles (art. 62 à 68)

Partie VI Application de la Convention (art. 69 à 75)

Partie VII Dispositions générales (art. 76 à 80)

Partie VIII Clauses finales (art. 81 à 89)
